



Le Président de la Commission Nationale
de l'Informatique et des Libertés
à

Madame Carole MOQUIN-PATTEY
INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET
RECHERCHE MEDICALE
101 RUE DE TOLBIAC
75654 PARIS CEDEX 13

N/Réf. : MGT/CPZ/SV/JB/AT024452

DEMANDE D'AVIS N° 819940

**A rappeler dans toute correspondance,
notamment en cas de modification ou
de suppression du traitement.**

Paris, le

10 OCT. 2002

A l'attention de Madame Catherine BOUVIALA

J'ai l'honneur d'accuser réception de la demande d'avis relative à un traitement automatisé d'informations nominatives dont la finalité principale est :

**MISE EN ŒUVRE DU RESEAU FRANCE COAG : CONNAITRE LA POPULATION
ATTEINTE DE MALADIES HEMORRAGIQUES DUES A DES DEFICITS EN
PROTEINES COAGULANTES PRISE EN CHARGE DANS DES CENTRES
SPECIALISES**

Conformément aux dispositions de l'article 15 alinéa 3 de la loi du 6 janvier 1978 relative à "l'informatique, aux fichiers et aux libertés", l'avis de la CNIL sera réputé favorable au terme d'un délai de deux mois à compter du 19/09/2002, date de réception de votre demande d'avis.

En vertu des dispositions de l'article 15 précité, je vous précise que la mise en oeuvre de ce traitement est subordonnée à la publication de l'acte réglementaire portant création de celui-ci. En conséquence, je vous serais obligé de bien vouloir me faire parvenir lors de sa publication, copie de l'acte réglementaire avec l'indication des modalités selon lesquelles cet acte aura été publié.

Je vous rappelle que tout projet de recherche qui serait mis en oeuvre à partir des informations conservées dans la base de données devra faire l'objet de formalités distinctes conformément aux dispositions de l'article 40-1 de la loi du 6 janvier 1978.

Il serait également souhaitable de prévoir un chiffrage de la base de données elle-même ou des éléments permettant d'identifier les personnes.

Michel GENTOT